



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le Ministre

Paris, le **12 AVR. 2019**

Le ministre de l'intérieur

à

Monsieur le préfet de police
Mesdames et messieurs les préfets
Monsieur le préfet de police des Bouches-du-Rhône

NOR : INTD1910864C

Objet : Présentation de la loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations.

P.J. : Quatre annexes.

La loi n° 2019-290 du 10 avril 2019 visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations a introduit dans l'ordonnancement juridique un certain nombre de dispositions pénales permettant de sanctionner certains comportements délictueux au sein de manifestations.

A l'exception des dispositions de l'article 1^{er} qui simplifient la procédure de déclaration d'une manifestation sur la voie publique et de celles de l'article 9 qui précisent le régime de responsabilité applicable en cas d'attroupement, **les dispositions de cette loi instituent, pour l'essentiel, des outils de police judiciaire.**

L'objectif poursuivi par cette loi est de mettre à disposition de l'autorité judiciaire et des forces de l'ordre des moyens efficaces pour mieux détecter, interpellier et sanctionner les auteurs de troubles commis à l'occasion des manifestations.

L'article 2 de la loi introduit un nouvel article 78-2-5 dans le code de procédure pénale. Celui-ci permet au procureur de la République de prendre des réquisitions écrites autorisant les officiers de police judiciaire et, sous leur contrôle, les agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints, à procéder à certains contrôles, sur les lieux d'une manifestation et à ses abords immédiats, afin de rechercher les auteurs du délit de participation à une manifestation en étant porteur d'une arme prévu à l'article 431-10 du code pénal. Cette infraction n'est en effet pas incluse dans la liste des infractions prévues à l'article 78-2-2 du code de procédure pénale pour la recherche et la poursuite desquelles peuvent être mis en œuvre, sur réquisitions écrites du procureur de la République, des contrôles d'identité, la visite des véhicules et l'inspection visuelle des bagages ou leur fouille. Dans un souci de proportionnalité, les contrôles pouvant être effectués au titre de ce nouveau dispositif sont limités aux inspections visuelles des bagages et à leur fouille ainsi qu'à la visite des véhicules, à l'exclusion des contrôles d'identité.

L'article 6 complète la liste des infractions susceptibles d'être commises dans le cadre des manifestations en créant un délit réprimant le fait de dissimuler, volontairement et sans motif légitime, tout ou partie de son visage, dans une manifestation ou à ses abords immédiats, au cours ou à l'issue de laquelle des troubles à l'ordre public sont commis ou risquent d'être commis. L'objectif est à la fois de renforcer l'efficacité de la réponse pénale en rendant possible l'interpellation et le placement en garde à vue des auteurs de l'infraction, ce que la contravention existante ne permet pas, ainsi que de renforcer la dissuasion par l'alourdissement de la peine encourue.

Enfin, les articles 7 et 8 de la loi instaurent des dispositions visant à prévenir la commission de nouveaux troubles par les auteurs présumés ou reconnus coupables d'infractions dans le cadre de manifestations et à faciliter leur poursuite.

L'article 7 permet ainsi aux autorités judiciaires :

- d'engager des procédures de traitement rapide (convocation par procès-verbal, comparution immédiate ou comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) pour faciliter la poursuite des infractions commises lors d'attroupements ;
- de prononcer une peine complémentaire d'interdiction de participer à une manifestation, au-delà des délits pour lesquels cette peine complémentaire est actuellement possible, pour la participation à un groupement en vue de commettre des violences, l'organisation d'une manifestation interdite ou non déclarée, la participation à une manifestation en étant porteur d'une arme et la dissimulation du visage lors d'une manifestation ;
- de prononcer d'autres peines complémentaires telles que l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, l'interdiction de séjour, l'interdiction de détenir ou porter une arme ou encore la confiscation d'une arme, pour l'ensemble des délits liés aux manifestations.

L'article 8 prévoit quant à lui la possibilité pour le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention de prononcer, au titre du contrôle judiciaire, une interdiction de participation à une manifestation.

Certaines décisions prises sur le fondement de ces dispositions trouveront leur traduction au sein du fichier des personnes recherchées (FPR) afin d'en assurer un contrôle effectif et de permettre à l'autorité judiciaire de sanctionner leur non-respect.

L'article 4 de la loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations prévoit en effet que les décisions judiciaires d'interdiction de participation à des manifestations sur la voie publique, prononcées en application de l'article 131-32-1 du code pénal (peine complémentaire anciennement prévue par l'article L. 211-13 du code de la sécurité intérieure (CSI)), sont inscrites au fichier des personnes recherchées.

Enfin, l'article 1^{er} de la loi simplifie la démarche de déclaration de manifestation, prévue par l'article L. 211-1 du CSI, en réduisant de trois à un le nombre d'organiseurs devant signer la déclaration tout en supprimant l'obligation d'élection de domicile dans le département.

Vous trouverez ci-joint quatre annexes vous présentant de manière détaillée le contenu de ces dispositions.

Christophe CASTANER



ANNEXE 1

LES REQUISITIONS AUTORISANT LES FOUILLES DE BAGAGES ET VISITES DE VEHICULES POUR RECHERCHER L'INFRACTION DE PARTICIPATION A UNE MANIFESTATION EN ETANT PORTEUR D'UNE ARME (article 78-2-5 du code de procédure pénale)

I. Champ d'application

L'article 2 de la loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations crée un nouvel article 78-2-5 du code de procédure pénale (CPP) permettant de procéder à certains contrôles sur les lieux d'une manifestation, aux fins de recherche et de poursuite du délit de participation à une manifestation en étant porteur d'une arme, prévu et réprimé par l'article 431-10 du code pénal.

Cette mesure est une mesure de **police judiciaire à l'initiative et sous le contrôle du procureur de la République** : les contrôles d'identité, la visite des véhicules et l'inspection visuelle des bagages ou leur fouille qui peuvent être actuellement réalisés sur le fondement de l'article 78-2-2 du CPP permettent seulement de rechercher les armes citées à l'article 222-54 du code pénal (matériels de guerre, armes, éléments d'armes ou munitions relevant des catégories A ou B). Or, des objets ne relevant pas de cette définition sont régulièrement introduits au sein des manifestations pour servir d'arme, que l'on désigne alors comme des « armes par destination » (barres de fer, bâtons, boules de pétanque, bouteilles d'acide, engins explosifs, bouteilles d'acide notamment).

Cette mesure ne permet donc pas de mettre en place un périmètre de protection analogue à ceux auxquels les représentants de l'Etat peuvent recourir pour les événements exposés à un risque d'actes de terrorisme, sur le fondement de l'article L. 226-1 du code de la sécurité intérieure (CSI).

Il ne s'agit pas non plus d'un dispositif de filtrage à l'initiative du représentant de l'Etat, permettant de subordonner l'accès à certains lieux de la manifestation.

II. Autorité compétente

Les contrôles mis en place sur le fondement de l'article 78-2-5 du code de procédure pénale relèvent de la compétence exclusive de l'autorité judiciaire. L'initiative de la mesure revient au procureur de la République, agissant par réquisitions écrites. Sa mise en œuvre revient aux officiers de police judiciaire et, sous leur contrôle, aux agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints.

III. Contenu de la mesure et conditions de mise en œuvre

- Réquisitions écrites du procureur de la République

La mesure est prise sur réquisitions écrites du procureur de la République, à l'instar de ce qui est prévu par l'article 78-2-2 du code de procédure pénale. A cet égard, selon la jurisprudence, l'article 78-2-2 n'exige pas que, pour prendre ses réquisitions, le procureur de la République démontre l'existence d'indices de commission, ou de risque de commission, des infractions visées par ledit article ou un risque d'atteinte à l'ordre public (Civ 2^{ème}, 19 février 2004).

- Objets recherchés : armes par nature, armes par destination

Les contrôles (fouilles de bagages et visites de véhicules) visent à rechercher et poursuivre les auteurs de l'infraction consistant à participer à une manifestation ou une réunion publique en étant porteur d'une arme (article 431-10 du code pénal). L'article 132-75 du code pénal définit une arme comme « *tout objet conçu pour tuer ou blesser* », ce qui désigne les armes dites « par nature ». Le même article assimile également à une arme tout objet « *susceptible de présenter un danger pour les personnes (...) dès lors qu'il est utilisé pour tuer, blesser ou menacer ou qu'il est destiné, par celui qui en est porteur, à tuer, blesser ou menacer* ». Il s'agit des armes dites « par destination ».

Il n'est pas nécessaire que l'objet ait servi pour pouvoir le considérer comme une arme par destination. Ainsi, selon la jurisprudence, « *le fait de tenir à la main au cours d'une manifestation un tube galvanisé, d'une longueur de 50 cm et de la brandir d'un air menaçant* » constitue le délit de participation à une manifestation en étant porteur d'une arme (Toulouse, 7 juillet 1970). En présence d'un objet susceptible d'être une arme, les forces de l'ordre compétentes apprécieront au regard d'éléments de contexte l'intention de l'individu d'utiliser l'objet dans le but de tuer, blesser ou menacer. A titre d'exemple, des boules de pétanques pourront, en fonction du contexte, relever des dispositions du nouvel article 78-2-5 du code de procédure pénale.

- Mesures autorisées : inspection visuelle et fouille de bagages, visite des véhicules

Le champ des réquisitions prises par le procureur de la République ne peut avoir d'autre objet que de rechercher des armes. La loi octroie ainsi aux officiers de police judiciaire des prérogatives moins importantes que celles prévues par l'article 78-2-2 du code de procédure pénale, en les limitant aux seules vérifications relatives aux bagages et aux véhicules.

Aucun contrôle d'identité ne pourra donc être opéré sur le fondement de l'article 78-2-5 du CPP.

- Périmètre du contrôle et durée

Dans sa décision du 24 janvier 2017 (QPC n° 2016-606 et 607 du 24 janvier 2017) relative aux contrôles d'identité de l'article 78-2-2 du CPP, le Conseil constitutionnel a précisé que ces dispositions ne sauraient « *autoriser le procureur à retenir des lieux et périodes sans lien avec la recherche des infractions visées dans ses réquisitions* » ni « *non plus autoriser, en particulier par un cumul de réquisitions portant sur des lieux ou des périodes différents, la pratique de contrôles d'identité généralisés dans le temps ou dans l'espace* ».

S'agissant des nouveaux contrôles de l'article 78-2-5 du CPP, le législateur a prévu qu'ils ne pourront être mis en œuvre que « *sur les lieux d'une manifestation sur la voie publique et à ses abords immédiats* ». Ainsi que l'a précisé le Conseil constitutionnel dans sa décision du 4 avril 2019 (2019-780 DC, point 14), il appartient au procureur de la République de préciser dans sa réquisition le lieu et la durée des opérations de contrôle, en fonction de ceux de la manifestation attendue ; ces opérations ne peuvent ainsi viser que des lieux déterminés et des périodes de temps limitées. Il découle de la nature même des infractions concernées que les contrôles ne peuvent excéder le temps de la manifestation.

- Découvertes incidentes

Une procédure judiciaire incidente peut être engagée en cas de découverte d'infractions lors de ces opérations de vérification.

ANNEXE 2

LE DELIT DE DISSIMULATION VOLONTAIRE DU VISAGE SANS MOTIF LEGITIME DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION (article 431-9-1 du code pénal)

I. Champ d'application

L'article 6 de la loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations tend à lutter plus efficacement contre la dissimulation du visage lors des manifestations.

Est ainsi créé à l'article 431-9-1 du code pénal un nouveau délit réprimant le fait de dissimuler volontairement tout ou partie de son visage, sans motif légitime, au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation sur la voie publique, au cours ou à l'issue de laquelle des troubles à l'ordre public sont commis ou risquent d'être commis.

Ce nouveau délit complète le cadre juridique existant présenté dans le tableau joint :

- D'une part, il coexiste avec la contravention prévue à l'article R. 645-14 du code pénal qui réprime d'une amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait pour une personne, au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation sur la voie publique, de dissimuler volontairement son visage afin de ne pas être identifiée, lorsque ces faits sont commis dans des circonstances faisant craindre des atteintes à l'ordre public ;
- D'autre part, il constitue un délit autonome, distinct de la circonstance aggravante de dissimulation du visage créée par la loi n° 2010-201 du 2 mars 2010, applicable aux délits de violences volontaires, de vols, d'extorsion, de destruction, dégradation ou détérioration de biens et de participation délictueuse à un attroupement, soit après les sommations, soit en étant porteur d'une arme, prévus aux articles 222-12, 222-13, 311-4, 312-2, 322-3, 431-4 et 431-5 du code pénal.

II. Autorité compétente

La mise en œuvre de cette disposition relève de la compétence de l'autorité judiciaire.

III. Eléments constitutifs de l'infraction

3.1 L'élément matériel : un champ spécifique par rapport aux infractions existantes

➤ *Un même comportement répréhensible : la dissimulation totale ou partielle du visage*

L'infraction sera constituée quelle que soit l'ampleur de la dissimulation (totale ou partielle), dès lors qu'elle aura pour effet d'empêcher l'identification de la personne, en lien avec l'élément intentionnel de l'infraction.

- *Un champ géographique identique à celui de la contravention : au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation*

La notion d'abords immédiats n'est pas définie dans les textes. Il reviendra donc aux magistrats et, en premier lieu, aux officiers de police judiciaire d'apprécier *in concreto* ce que recouvre le champ géographique suivant lequel le délit pourra être caractérisé, au regard notamment de l'existence de troubles à l'ordre public.

S'agissant de manifestations sportives, il a pu être jugé que les abords peuvent s'étendre à l'accès autoroutier menant à l'enceinte sportive dès lors que les personnes interpellées s'y trouvaient dans le but de se rendre à la manifestation en cause.

- *Des circonstances spécifiques : en cas de troubles ou de risques de troubles à l'ordre public au cours ou à l'issue de la manifestation*

Dans sa décision n° 2019-780 DC du 4 avril 2019, le Conseil constitutionnel précise que sont visées les situations dans lesquelles les risques de troubles sont manifestes. La probabilité que les troubles se produisent est donc plus élevée qu'en cas de simples « *circonstances faisant craindre des atteintes à l'ordre public* » comme tel est le cas pour la contravention prévue à l'article R. 645-14 du code pénal. Le caractère manifeste du risque de troubles sera apprécié au regard d'éléments de circonstances objectifs.

Les troubles à l'ordre public visés sont ceux commis au cours de la manifestation ou à l'issue de celle-ci. Le Conseil constitutionnel précise que la période pendant laquelle l'existence de troubles ou d'un risque de troubles doit être appréciée commence dès le rassemblement des participants à la manifestation et se termine lorsqu'ils se sont tous dispersés.

3.2 L'élément intentionnel : dol général déduit de la nature délictuelle de l'infraction

Contrairement à la contravention, laquelle ne réprime la dissimulation du visage que si elle procède d'une intention de ne pas être identifié, le délit nouvellement créé ne prévoit pas de dol spécial.

Cependant, s'agissant d'un délit, l'article 121-3 du code pénal disposant qu'« *il n'y a point de crime ou de délit sans intention de le commettre* » trouve à s'appliquer. Or, ainsi que l'a précisé le Conseil constitutionnel dans sa décision du 4 avril 2019, la dissimulation du visage doit nécessairement s'entendre comme la circonstance dans laquelle une personne entend empêcher son identification par l'occultation de certaines parties de son visage. La différence de rédaction n'implique donc pas de différence de caractérisation avec la contravention.

3.3 L'exonération de la responsabilité en cas de motif légitime

Seul un motif légitime peut faire obstacle à la responsabilité pénale de la personne. La notion de motif légitime n'étant pas définie par le texte, ses contours seront définis par l'autorité judiciaire et, en premier lieu, par les forces de l'ordre, au regard des circonstances. Le motif légitime s'appréciera nécessairement par rapport aux troubles en cours ou imminents, auxquels l'intéressé devra démontrer qu'il n'avait aucunement l'intention de participer ou contribuer.

IV. Modalités de poursuite des auteurs du délit

La création de ce nouveau délit présente un intérêt majeur sur le plan opérationnel en rendant possible l'interpellation et le placement en garde à vue des auteurs de l'infraction, à la différence de la contravention pour laquelle les forces de l'ordre peuvent seulement contrôler l'identité du contrevenant puis dresser un procès-verbal de leurs constatations sous la direction du procureur de la République.

TABLEAU COMPARATIF DES INFRACTIONS RELATIVES A LA DISSIMULATION DU VISAGE DANS UNE MANIFESTATION OU UN ATTROUPEMENT

Infraction	Délit de dissimulation du visage dans une manifestation (Nouveau)	C5 de dissimulation du visage dans une manifestation	Délit de participation délictueuse à un attroupement après les sommations, aggravé en cas de dissimulation du visage	Délit de participation délictueuse à un attroupement en étant porteur d'une arme, aggravé en cas de dissimulation du visage
Code pénal	431-9-1	R. 645-14	431-4	431-5
Dissimulation du visage	Totale ou partielle	Non précisé	Totale ou partielle	Totale ou partielle
En lien avec une autre infraction	Non (infraction autonome)	Non (infraction autonome)	Maintien volontaire dans un attroupement après les sommations, sans être porteur d'une arme	Port d'arme dans un attroupement, qu'il y ait eu ou non sommations
Intention	Dissimulation volontaire (dol général)	Dissimulation volontaire (dol général) Dans le but de ne pas être identifié (dol spécial)	Dissimulation volontaire (dol général)	Dissimulation volontaire (dol général)
Circonstances de lieux : Manifestations/attroupements	Au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation sur la voie publique	Au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation sur la voie publique	Au sein d'un attroupement	Au sein d'un attroupement
Circonstances de temps	Au cours ou à l'issue de la manifestation	Au cours de la manifestation	Au cours de l'attroupement	Au cours de l'attroupement
Circonstances de fait : Troubles à l'ordre public	Existence de troubles ou risques de troubles	Circonstances faisant craindre des troubles à l'ordre public	Ordre public susceptible d'être troublé	Ordre public susceptible d'être troublé
Circonstances de fait : Sommations des forces de l'ordre	Indifférent	Indifférent	Après deux sommations de se disperser	Indifférent
Peines	1 an d'emprisonnement et 15 000€ d'amende	1 500 € d'amende	3 ans d'emprisonnement et 45 000€ d'amende	5 ans d'emprisonnement et 75 000€ d'amende

ANNEXE 3

DISPOSITIONS RENFORÇANT LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES INFRACTIONS A L'OCCASION DES MANIFESTATIONS

I. Extension des procédures rapides aux infractions relatives à la participation délictueuse à un attroupement (articles 431-4 à 431-6 du code pénal)

1.1 Objectifs et dispositif de la réforme

En matière correctionnelle, le procureur de la République peut recourir à certaines procédures, telles que la comparution immédiate ou la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, lui permettant d'engager les poursuites plus rapidement (articles 393 à 397-5 et 495-7 à 495-15-1 du code de procédure pénale). Ces procédures ne sont toutefois pas applicables aux délits politiques (articles 397-6 et 495-16 du code de procédure pénale). Or la jurisprudence a qualifié d'infraction politique le délit d'attroupement prévu par les articles 431-3 et suivants du code pénal (C. Cass., 28 mars 2017).

Afin de renforcer l'efficacité des poursuites en cas d'attroupements et de pallier ainsi les difficultés opérationnelles constatées lors des manifestations, l'article 7 de la loi introduit un article 431-8-1 dans le code pénal permettant de recourir à ces procédures dites « rapides » en cas de participation délictueuse à un attroupement, sans pour autant remettre en cause le caractère politique de ces délits.

1.2 Procédures nouvellement applicables

Les procédures suivantes sont désormais applicables aux délits susmentionnés :

- convocation par procès-verbal et comparution immédiate (prévues aux articles 393 à 397-7 du CPP) ;
- comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (prévue aux articles 495-7 à 495-15-1 du CPP).

1.3 Délits concernés par l'extension

Pourront désormais être poursuivis dans le cadre de procédures rapides tous les délits commis à l'occasion d'un attroupement :

- le fait de continuer à participer à un attroupement après les sommations (art. 431-4 CP) ;
- la participation à un attroupement en étant porteur d'une arme (art. 431-5 CP) ;
- la provocation à un attroupement armé (art. 431-6 CP).

1.4 Autorité compétente

Le choix de recourir aux procédures rapides relève de l'autorité judiciaire (procureur de la République).

II. Possibilité de prononcer une interdiction de manifester au titre du contrôle judiciaire (article 138 du code de procédure pénale)

2.1 Objectifs et dispositif de la réforme

Le contrôle judiciaire est l'ensemble des obligations auxquelles une personne peut être soumise dans l'attente de son procès. Elles peuvent être décidées, soit par le procureur suite à une enquête préliminaire, soit par le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention au cours d'une information. Dans ce dernier cas, les obligations pouvant être imposées à ce titre sont énumérées à l'article 138 du code de procédure pénale.

L'article 8 de la loi complète le dispositif de l'article 138 du code de procédure pénale en introduisant par un alinéa 3° bis la possibilité d'imposer une interdiction de participer à des manifestations sur la voie publique dans des lieux déterminés par le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention.

2.2 Portée de l'interdiction de manifester au titre du contrôle judiciaire

La durée de l'interdiction est fixée par l'autorité judiciaire lorsqu'elle prononce la mesure, mais ne peut excéder celle du contrôle judiciaire.

Les lieux d'application sont également fixés par l'autorité judiciaire dans sa décision. L'interdiction est limitée à l'activité de manifester et n'empêche pas l'intéressé de se rendre dans ce lieu à d'autres fins.

Conformément à l'article 139 du code de procédure pénale, le juge d'instruction peut à tout moment moduler le périmètre des obligations prononcées dans le cadre du contrôle judiciaire.

Le régime procédural du contrôle judiciaire prévu aux articles 138 à 142-4 du code de procédure pénale est inchangé et s'applique à la nouvelle obligation d'interdiction de manifester.

2.3 Autorité compétente

La décision d'imposer une telle obligation revient à l'autorité judiciaire (juge d'instruction ou juge des libertés et de la détention).

III. Extension des possibilités de prononcer une peine complémentaire d'interdiction de manifester à plusieurs infractions liées aux manifestations (articles 222-14-2 et 431-9 à 431-10 du code pénal)

3.1. Insertion dans le code pénal et élargissement de la portée de la peine complémentaire d'interdiction de manifester figurant précédemment dans le code de la sécurité intérieure

L'article 7 de la loi crée un article 131-23-1 du code pénal définissant la peine d'interdiction de participer à une manifestation sur la voie publique.

Le même article reprend les dispositions du code de la sécurité intérieure (article L. 211-13) qui sont abrogées. Est ainsi ajoutée aux articles 222-47 et 322-15 du code pénal la possibilité

de prononcer la peine complémentaire d'interdiction de participer à une manifestation sur la voie publique pour les infractions suivantes, lorsqu'elles sont commises à l'occasion d'une manifestation :

- les violences (art. 222-7 à 222-13 du code pénal) ;
- les destructions, dégradations et détériorations, sauf s'il n'en est résulté qu'un dommage léger (art. 322-1, 322-2 et 322-3 du code pénal) ;
- les destructions, dégradations et détériorations par l'effet d'une substance explosive ou d'un incendie ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes (art. 322-6 à 322-10 du code pénal).

A ces délits, qui figuraient déjà dans l'énumération de l'article L. 211-13 du code de la sécurité intérieure, est ajoutée la participation à un groupement en vue de commettre des violences (art. 222-14-2 du code pénal).

Par ailleurs, une peine complémentaire pourra dorénavant être prononcée pour les délits suivants :

- organisation d'une manifestation non déclarée ou interdite (article 431-9 du code pénal) ;
- dissimulation du visage lors d'une manifestation (nouvel article 431-9-1 du code pénal, créé par l'article 6 de la loi) ;
- port d'arme lors d'une manifestation ou d'une réunion publique (article 431-10 du code pénal).

3.2 Elargissement des peines complémentaires applicables aux manifestations illicites et à la participation délictueuse à une manifestation

L'article 7 de la loi tend à rendre applicable à l'ensemble des délits prévus par la section 3 du chapitre I^{er} du titre III du livre IV du code pénal plusieurs peines complémentaires actuellement applicables au seul délit de port d'arme lors d'une manifestation sur la voie publique.

Ainsi, outre l'interdiction de manifester, les peines complémentaires suivantes pourront être prononcées :

- les interdictions des droits civiques, civils et de famille ;
- les interdictions de manifester sur la voie publique ;
- les interdictions de séjour.

Ces peines complémentaires pourront être prononcées, outre pour le délit de port d'arme lors d'une manifestation ou d'une réunion publique (art. 431-10 du code pénal), pour les délits suivants :

- l'organisation d'une manifestation non déclarée ou interdite (article 431-9 du code pénal) ;
- la dissimulation volontaire du visage lors d'une manifestation sur la voie publique (nouvel article 431-9-1 du code pénal créé par l'article 6 de la loi).

3.3 Répression de la violation d'une peine d'interdiction de manifester

L'article 7 de la loi réprime d'un an d'emprisonnement et de 15 000€ d'amende le fait de participer à une manifestation en méconnaissance d'une telle interdiction.

3.4 Autorité compétente

La faculté de prononcer une peine complémentaire appartient à l'autorité judiciaire (juridiction de jugement).

ANNEXE 4

RESPONSABILITE CIVILE DES AUTEURS DE FAITS DOMMAGEABLES LORS D'ATTROUEMENTS (article 9)

L'article 9 insère un nouvel alinéa à l'article L. 211-10 du code de la sécurité intérieure afin de confirmer la possibilité pour l'autorité administrative compétente de mener une action récursoire contre les auteurs du fait dommageable lors d'attroupements ou rassemblements armés ou non armés lorsque l'Etat a été reconnu civilement responsable des dégâts et dommages commis contre les personnes ou les biens.

L'article L. 211-10 du code de la sécurité intérieure dispose désormais :

« L'Etat est civilement responsable des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis, à force ouverte ou par violence, par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit contre les personnes, soit contre les biens.

L'Etat peut également exercer une action récursoire contre les auteurs du fait dommageable, dans les conditions prévues au chapitre I^{er} du sous-titre II du titre III du livre III du code civil.

Il peut exercer une action récursoire contre la commune lorsque la responsabilité de celle-ci se trouve engagée. »

L'action prévue au deuxième alinéa contre les auteurs de faits dommageables commis lors d'attroupements ou rassemblements armés ou non armés doit être menée lorsque la responsabilité civile de l'Etat a été engagée au titre du premier alinéa et qu'une indemnisation est intervenue à ce titre, dans un cadre transactionnel ou en exécution d'une décision de justice.

Ainsi, afin de pouvoir mener ces actions récursoires, les préfetures veilleront, dès que la responsabilité de l'Etat est mise en cause, à rassembler tout élément de preuve (rapport de police, articles de presse, photos, vidéos captées sur internet...) établissant de manière circonstanciée les conditions dans lesquelles ces crimes ou ces délits ont été commis. Ces éléments doivent permettre, dans toute la mesure du possible, d'identifier l'auteur du crime ou du délit ayant conduit à la mise en cause de la responsabilité de l'Etat. Un suivi des condamnations pénales résultant de ces crimes ou délits doit être mis en place afin que l'action récursoire de l'Etat puisse être ultérieurement menée.

L'action récursoire contre les auteurs de faits dommageables doit être menée, au nom de l'Etat, par le préfet de département. Il n'est pas nécessaire que l'auteur du fait dommageable ait été condamné afin que celle-ci puisse être menée. Elle doit être exercée sur la totalité du montant du dommage imputable à l'auteur. Les recettes recouvrées peuvent donner lieu à rétablissement de crédits sur l'action 6 du programme 216 dans les conditions prévues par l'arrêté du 30 juin 2017 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'Etat et à la partie VI du recueil qui lui est annexé. Ce rétablissement de crédits doit avoir lieu avant la fin de gestion suivant celle au cours de laquelle a été constatée la dépense initiale.

Un suivi particulier de ces actions sera intégré dans le cadre du recueil de données effectué par la DLPAJ en matière contentieuse.